

Exercice Responsabilités de l'employeur

Composez 3 groupes de 4 stagiaires et leur attribuer à chacun un des cas suivants.
Un rapporteur sera désigné par chaque groupe pour la restitution au tableau.

Consigne : Dégagez quel type de responsabilité (pénale/civile/administrative/disciplinaire) pourrait être mis en cause pour les différents protagonistes, présents ou pas explicitement dans l'exposé. Les étiquette adéquates devront être placées dans le tableau ci-dessous.

Temps de préparation : 15 min

Temps de restitution : 10 min par groupe

CAS N°1 :

Un agent du service Espace Vert se blesse avec une tronçonneuse, lors d'un élagage. L'employeur n'est pas en faute : les EPI (équipements de protection individuelle) étaient bien distribués, mais n'étaient pas mis par l'agent, malgré les affichages dans les locaux et les relances de la hiérarchie. La collectivité, par le biais du conseiller de prévention, ne lui a pas proposé une formation pratique et appropriée en matière d'hygiène et de sécurité, prévue à l'article 6 du décret n° 85-603.

CAS N°2 :

Une ATSEM connaît de graves problèmes de dos, au point que la maladie professionnelle lui est reconnu », ainsi que la RQTH. Elle avait pourtant alerté à plusieurs reprises à sa hiérarchie, notamment par courriel. Des observations ont été inscrites au « registre sécurité et santé au travail » pour demander du matériel adapté, le conseiller de prévention était donc au courant. Ce matériel adéquat à sa pathologie ne lui a jamais été attribué. Le syndicat CGT a même fait remonter cette situation plusieurs fois en séance F3SCT.

CAS N°3 :

Un agent administratif travaillant au service marché public, à l'Hôtel de ville, a refusé de choisir une entreprise liée à la famille du Maire, lors d'un appel d'offre. Depuis il a été mis au placard, ses primes lui ont été retirées et il subit un harcèlement moral quotidien (isolement, brimades, plus de politesse relationnelle, etc.). En arrêt de travail depuis six mois pour troubles anxio-dépressifs, la maladie professionnelle n'a pas été reconnu car hors-tableau et il n'atteint pas le taux d'IPP (incapacité permanente partielle) requis (25%). Le plan d'action RPS le dispositif de signalement du harcèlement, respectivement obligatoire depuis 2015 et 2020, ne sont pas mis en œuvre dans la collectivité.

Thème 1 – Fiche S2

TABLEAU DE TYPOLOGIE DE RESPONSABILITE

<u>Responsabilité sanctionnatrice</u>	<u>Responsabilité indemnitrice</u>
RESPONSABILITE PENALE	RESPONSABILITE CIVILE
RESPONSABILITE DISCIPLINAIRE	RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE